

## A propos de la Cinquième Internationale.

### Invitation à débattre Lettre ouverte à toutes les organisations

Chers camarades,

depuis quelques mois, suite à un discours du président vénézuélien Hugo Chavez la question d'une "Cinquième Internationale" est discutée ça et là.

Tout à fait indépendamment de la politique du gouvernement vénézuélien ou de tout autre gouvernement, le groupe **Militant** avec le réseau **Workers International Network** pense depuis un certain temps qu'une nouvelle Internationale est non seulement une nécessité "objective" mais un sujet vivant qui peut motiver, intéresser et mériter débat et organisation pour des millions de travailleurs.

Sans doute, par sa manière de regrouper divers courants, celle-ci ne ressemblerait pas à la IV°, qui fut une fraction, ni à la III°, qui fut une armée, ni à la II°, qui fut une alliance de partis à base nationale, mais plutôt à la première Internationale, tout en ayant des tâches et des possibilités très rapidement révolutionnaires.

Il est temps d'oser imaginer.

C'est pourquoi nous vous invitons, sans engagement préalable, et parce que la discussion nous semble nécessaire et pressante, à un premier Tour de Table sur une Cinquième Internationale

### L'appel de Chavez à une cinquième Internationale.

Les 19-21 novembre derniers, se tenait à Caracas une «rencontre internationale de partis de gauche».

Y participaient notamment le PSUV, comme organisateur, qui tenait son propre congrès en même temps, la rencontre internationale ayant été organisée à cette occasion. Le PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela) est le parti présidentiel vénézuélien, créé à partir du premier parti chaviste, le «Mouvement pour une V° république», au nom du «socialisme du XXI° siècle» avec l'espoir d'absorber la totalité des formations de gauche, ouvrières, syndicales, du Venezuela. Toujours du Venezuela, y participaient les deux partis «officialistes» (soutenant officiellement Chavez) mais ayant refusé de se dissoudre dans le PSUV, sur sa droite le PPT (Patria Para Todos, «La Patrie pour

tous»), sur sa gauche le PCV (Parti Communiste). D'Amérique latine, on notait notamment la présence du MAS bolivien (le mouvement nationaliste indianisant au pouvoir en Bolivie, du président élu à la suite d'importants mouvements de masse Evo Morales), le PT brésilien (le parti ouvrier brésilien arrivé au pouvoir en 2002 avec la présidence de Lula et qui mène une politique «social-libérale» notoire), le Parti justicialiste argentin (l'un des deux principaux partis bourgeois d'Argentine, actuellement au pouvoir), le Parti Révolutionnaire Institutionnel mexicain (le vieux parti-État de la bourgeoisie nationale mexicaine, au pouvoir la plupart du temps depuis 60 ans, récemment adhérent de la «II° Internationale»), le PC cubain au pouvoir, et le Front Sandiniste nicaraguayen à nouveau au pouvoir suite aux dernières élections. D'Asie, une présence notable : le PC chinois, qui dirige la plus importante accumulation de plus-value et de capital que le monde ait connu au cours de ces dernières années et tient en main le plus énorme appareil militaire et policier anti-ouvrier du monde, et le PC vietnamien, qui suit la voie du précédent. Pour la France, le PCF et le PG étaient présents.

C'est à cette occasion que le président élu et réélu du Venezuela depuis 1999, le chef militaire Hugo Chavez, a introduit dans son discours final un appel à fonder une V° Internationale. La conférence elle-même a adopté un texte intitulé «engagement de Caracas» qui, en dehors de proclamations très générales dont la tonalité dominante oppose peuples et nations du monde aux États-Unis d'Amérique, appelle à des campagnes contre les bases US en Colombie, pour le rétablissement du président élu du Honduras Zelaya (un libéral qui, s'engageant dans quelques mesures en faveur de la population et ébranlant l'appareil d'État, a été renversé par l'armée), en défense de Cuba et en général contre les États-Unis (la fin du point «Solidarité avec les peuples du monde» énumère sans distinguer peuples et gouvernements Cuba, le Paraguay, la Palestine, le territoire Sahraoui, l'Irak, l'Afghanistan, le Zimbabwe et l'Iran). Suite au discours de Chavez a été annoncée la création du «Groupe de travail» pour une V° Internationale dont la première réunion préparatoire aurait lieu à Caracas en avril 2010 (ce texte est écrit mi avril 2010 mais presse et net n'ont pas encore donné d'échos à cette réunion si elle a eu lieu).

Dans son discours Chavez a présenté la V° Internationale comme devant être l'héritière des quatre l'ayant précédée (d'où la numérotation), celles qu'avaient «convoqué», selon son expression, les uns après les autres, Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Affirmant que maintenant «l'épicentre» des luttes révolutionnaires est en Amérique latine et pas ailleurs, et que l'épicentre de cet épicentre est le Venezuela, il proclame que «*l'heure est venue de convoquer la V° Internationale*». De fait, son discours comporte très nettement deux messages : il faut une V° Internationale, et seul moi, Chavez, peut et doit la «convoquer».

Tels sont, très rapidement résumés, les faits concernant le lancement

## A propos de la Vème Internationale

-pardon, la «convocation»- de la V<sup>e</sup> Internationale par le président vénézuélien. Soyons nets : la première réaction de militants révolutionnaires internationalistes ne peut être que de satisfaction que cette question soit posée. Il convient ensuite d'expliquer comment il se fait qu'elle ne l'ait pas été plus tôt et pourquoi c'est le chef bonapartiste d'un État bourgeois en conflit avec l'impérialisme nord-américain qui la pose, mais aussi pourquoi il s'exprime dans des termes à la fois si proches de l'histoire réelle du combat révolutionnaire internationaliste -Chavez se réfère bien aux 4 Internationales ayant existé, pas une de moins ! - et mesurer les espoirs ou les illusions que ceci peut susciter, et bien entendu l'attitude à prendre.

Réjouissons nous que la question d'une Internationale révolutionnaire soit posée, et discutons les points suivants :

- l'Internationale, c'est quoi ?
  - que furent les quatre premières ?
- Ces deux premières questions peuvent être traitées ensembles.
- que devrait faire la cinquième ?
  - que devrait ne pas faire la cinquième ?

Nous ne ferons pas ici une histoire des quatre Internationales en 4 parties, sur le mode «la première a fait ci, la seconde a fait ça ...» ainsi qu'on peut en lire beaucoup, car la réalité ne s'est tout simplement pas développée ainsi.

## L'histoire réelle des Internationales.

La réalité d'une Internationale a précédé la théorie. Au début des années 1860 les syndicalistes anglais, notamment du bâtiment londonien, ressentent le besoin d'une coordination avec les ouvriers du continent pour contrer l'embauche de migrants à bas salaires lors des grèves. D'autre part, ils interviennent en politique étrangère, contre «leur» propre gouvernement -en faveur des nordistes contre les sudistes dans la guerre de Sécession des États-Unis, par exemple, ou en faveur de la Pologne contre la Russie. Loin d'avoir été «convoquée» par Karl Marx, c'est plutôt lui qui a été invité à s'associer à la rencontre des militants ouvriers français, anglais et émigrés de différentes nationalités européennes, à Saint Martin' Hall en décembre 1864, acte de naissance de l'Association Internationale des Travailleurs.

A partir de là, l'intervention, très souple dans la forme et très précise dans ses contributions théoriques et stratégiques, de Karl Marx dans ce qui s'est appelé le Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs, a visé et, jusqu'en 1871, a atteint un double objectif : permettre dans l'Association la cohabitation de toutes les tendances ouvrières, tout en assurant son indépendance en empêchant la mainmise de tout courant non prolétarien, comme par exemple les nationalistes italiens partisans de Mazzini,

ou de toute association secrète, problème qui se posa avec les partisans de Michel Bakounine.

L'Internationale, ainsi qu'on l'appelle à partir des grèves de masse qui se font en son nom à Charleroi en Wallonie belge ou au Creusot en France, est donc une organisation spécifiquement *ouvrière*, ce qui ne signifie ni interdite aux intellectuels, ni limitée aux ouvriers d'industrie et aux mineurs, mais reposant sur le combat des salariés de l'industrie, de l'agriculture, des transports et des services, combat de classe contre les capitalistes, pour de meilleurs salaires et une moindre durée de la journée de travail, pour des lois contraignantes en ce sens, et pour aller vers la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Le terme «classe ouvrière» ne se limite pas aux seuls «ouvriers» car ce mot s'entend ici comme la classe de ceux qui «œuvrent» en créant et en faisant circuler la valeur et la plus-value du capital. En font partie les travailleurs privés d'emplois, donc tous les «actifs, chômeurs et retraités» comme on dit en France. L'Internationale groupe leurs organisations et associations, dans l'indépendance la plus rigoureuse envers tout État, tout patron et toute église, et aussi envers toute secte qui, même ouvrière, prétendrait décider dans le dos des travailleurs.

Sur cette base l'Internationale, c'est-à-dire l'Association internationale des travailleurs, ne se limite évidemment pas aux seules questions «ouvrières». Si elle est internationale c'est qu'elle agit sur les questions de politique internationale, «ouvrières» ou non, comme la question irlandaise, essentielle aux yeux de Marx. Toute son action aboutit à une conclusion : les travailleurs doivent prendre le pouvoir, devenir la République. Cette conclusion est mise en œuvre, dans des circonstances dramatiques et imprévues, par la Commune de Paris.

A ce moment là, la répression, le refus des principaux dirigeants syndicaux anglais d'endosser le soutien à la Commune et aux républicains irlandais -donc leur manque d'indépendance et d'internationalisme-, et le conflit entre partisans de Marx et de Bakounine, ces derniers ayant éveillé l'organisation ouvrière et paysanne en Italie et en Espagne, ont raison du Conseil Général et de l'Association Internationale.

Cependant, le terme «deuxième Internationale» pour désigner celle qui va lui succéder n'entrera dans la pratique qu'après son effondrement, en 1914. Comme le montrent les documents, pour les militants qui ont vécu cette histoire, c'est la même Internationale qui survit en pointillés à travers diverses initiatives et conférences dans les années 1870 et 1880 et qui se reconstitue par la convergence d'initiatives concurrentes, lors d'un congrès international tenu à Paris en 1889 à l'occasion du centenaire de la Révolution française. Nulle «convocation» par Friedrich Engels là non plus, mais une attention constante de celui-ci, dans sa correspondance, à aider social démocrates

## A propos de la Vème Internationale

allemands, militants du Parti Ouvrier français de Jules Guesde et Paul Lafargue, groupe russe de Georges Plekhanov ... à faire en sorte que l'organisation qui se reconstitue soit indépendante et ne gêne pas, mais aide puissamment, la formation de partis ouvriers nationaux.

La social-démocratie de Russie et ses deux grands courants, menchevique et bolchevique, sont à cet égard les fils de l'Internationale, qui seule les a rendus possibles.

A partir du début du XX<sup>e</sup> siècle l'Internationale est confrontée aux tentations parlementaires et ministérielles de certains de ses membres, ce qui menace à nouveau l'indépendance du mouvement ouvrier. Au congrès d'Amsterdam en 1904 Karl Kautsky et les dirigeants de la social démocratie allemande font condamner ministérialisme et révisionnisme. Jean Jaurès, alors leader de l'aile droite du socialisme français, reconnaît le cadre de l'Internationale et sa valeur inestimable : il accepte de «courber son coup puissant» (Trotsky) pour réaliser l'unité socialiste, sans et contre les républicains radicaux bourgeois.

La révolution russe de 1905 où apparaissent les soviets, conseils élus d'ouvriers en grève s'affirmant comme des centres de pouvoir politique, et ses contrecoups dans toute l'Europe et au-delà (Chine, Mexique ...) ouvre une nouvelle phase, dans laquelle l'Internationale, qui ne s'est à nouveau dotée d'organismes permanents de coordination qu'en 1900, est confrontée à la nécessité urgente d'une stratégie mondiale comportant le combat pour la prise du pouvoir dans les principaux pays européens, sous peine de voir s'imposer la guerre mondiale qui pointe à l'horizon. Une dramatique course de vitesse s'engage, qui fut avant tout une course à la conscience, l'écrasante majorité des dirigeants et des militants de l'Internationale n'ayant qu'une conscience assez obscure et confuse de ce qui se jouait. Cette course, ils vont la perdre.

Août 1914, c'est la mort de l'Internationale, les classes ouvrières enrôlées pour s'entre-massacrer sous les drapeaux de leurs exploiters respectifs. C'est la tragédie qui met fin à l'époque apparemment graduelle de marche en avant du progrès, et qui ouvre l'ère des massacres de masse. L'Internationale morte à ce moment là sera rétrospectivement appelée la «deuxième», car c'est après décès que l'on fait l'inventaire. Il est donc erronée de donner ce titre de «deuxième» internationale à l'organisation de partis socialistes, social démocrates et travaillistes qui s'est reconstituée, dans les années 1950, et qui comporte un nombre impressionnant de partis bourgeois d'origine réactionnaire ou faisant corps avec des États bourgeois dans ses rangs, tel le PRI mexicain présent à Caracas en novembre dernier.

Mais des militants révolutionnaires internationalistes, après la trahison de leurs partis, subsistent dans tous les pays, et les bolcheviks de Russie, enfants de la vieille Internationale, prennent le pouvoir en Octobre 1917. L'histoire

semble pouvoir recommencer, mais sur un rythme accéléré : il s'agit de monter à l'assaut du capital, dans la foulée de la transformation de la guerre mondiale en guerre révolutionnaire contre les massacreurs. Rosa Luxembourg, qui soutient la révolution russe, qui représente la continuité du combat des marxistes et des social démocrates révolutionnaires d'Allemagne et de Pologne, est d'avis qu'il ne faut pourtant pas se précipiter à proclamer une nouvelle Internationale, pour arriver à entraîner la majorité des classes ouvrières du monde qui viennent de connaître leur pire défaite et voient soudain l'espoir revenir à toute vitesse.

Une conférence faiblement représentative, à Moscou en janvier 1919, décide pourtant de «proclamer» l'Internationale communiste, qui sera appelée «III° Internationale», le délégué allemand saisi par l'ambiance renonçant à défendre sa position, celle de Rosa Luxembourg dont la nouvelle de l'assassinat va bientôt arriver. Cet assassinat signe la défaite de la première manche de la révolution européenne et de l'assaut immédiat au nom duquel a été proclamée la III° Internationale. Un an après les adhésions affluent, de socialistes, y compris des parlementaristes, de syndicalistes, y compris des chefs qui avaient fait la guerre, et d'anarchistes réconciliés. Mais elles affluent alors que la vague révolutionnaire a ralenti et la Russie est affamée et exsangue. Les bolcheviks se mettent alors à craindre que des éléments opportunistes n'envahissent la jeune organisation, et ils posent un garde fou nommé «21 conditions», qui n'empêchent rien.

Lénine et Trotsky, courant 1921, imposent, très difficilement, un tournant «tactique», en fait stratégique, à l'appareil naissant de la jeune Internationale qui vient coup sur coup de provoquer une insurrection armée prématurée en Allemagne et d'exclure la majorité des ouvriers et paysans italiens pour «opportunisme» en pleine menace fasciste. C'est la politique du front unique ouvrier : l'appel à l'unité avec les partis socialistes pour la défense du niveau de vie et l'aide à la jeune URSS, puis dans la contre-offensive, pour former des «gouvernements ouvriers et paysans», cette «formule algébrique» qui signifie : unissons-nous, à la conquête du pouvoir. Cette politique permet au parti communiste du pays qui est la clef de la révolution en Europe, le KPD, PC allemand, de se refaire une santé et de repartir au combat. La crise de 1923 (occupation de la Ruhr, hyperinflation) remet la révolution à l'ordre-du-jour en Allemagne. Des gouvernements régionaux, social démocrates-communistes, se forment en Saxe et en Thuringe. Sous la pression de Trotsky, la direction russe, réticente, envisage un plan d'action : un congrès des conseils ouvriers en Saxe doit appeler à la grève générale et les comités d'usine, les comités de ménagères et les comités de contrôle des prix, se fédérant avec l'aide technique de conseillers de l'armée rouge, prendre le pouvoir à Berlin et envoyer une armée en Bavière pour y écraser les bandes nazies. Se sentant soutenue sans conviction par les russes, après avoir perdu beaucoup de temps,

la direction du parti allemand renonce au dernier moment. C'est la débâcle.

Octobre 1923, c'est la cession de rattrapage d'août 1914 qui échoue. L'Internationale communiste avait été créée dans l'urgence pour regagner l'Histoire et avait failli réussir par la politique du front unique ouvrier, qui combinait l'action pour regrouper à nouveau toute la classe ouvrière sur la base de ses intérêts communs avec le combat pour la victoire de la révolution prolétarienne, la prise du pouvoir et la destruction de l'État bourgeois.

Immédiatement, l'échec de la révolution européenne se répercute en URSS dans une orientation d'État étrangère aux intérêts prolétariens, appelée «socialisme dans un seul pays», négation de ce pour quoi les Internationales s'étaient construites, et la nouvelle Internationale à peine née sera mise à son service. Le soi-disant socialisme dans un seul pays signifiait : combat du régime stalinien, régime anti-ouvrier d'oppression et d'exploitation, contre la révolution dans le monde entier, alternant division des rangs ouvriers avec des discours gauchistes, et alliances sans limites à droite au nom du Front populaire, une politique qui conduisit à la prise du pouvoir de Hitler en Allemagne, au sabotage et à la bureaucratisation de l'Internationale communiste, terrain particulièrement sanglant des purges staliniennes, dont des sections entières furent exterminées en URSS comme la section polonaise en 1937. Officiellement dissoute en 1943, l'Internationale communiste avait en fait cessé elle aussi, plusieurs années auparavant, d'être une Internationale, bien que des millions de militants ouvriers, comme dans les partis issus de la prétendue «seconde» Internationale, aient continué à y agir avec dévouement et honnêteté.

Pas plus que la 1<sup>o</sup> Internationale n'avait été «convoquée» par Marx, la seconde par Engels et la troisième par Lénine, Trotsky ne «convoqua» la 4<sup>o</sup>. Au contraire il eut le plus grand mal à susciter la proclamation d'une telle organisation, dont il affirmait la nécessité depuis 1933 et pour la constitution formelle de laquelle il insistait depuis 1936, et qui ne fut formée, dans les pires conditions et avec des forces exceptionnellement réduites, qu'en 1938. Pour la première fois une Internationale était créée sans comporter de mouvements ouvriers nationaux de masse, sur le terreau de terribles défaites, en adoptant un programme international d'action, appelé Programme de transition, qui était pour l'essentiel une synthèse des expériences de la défunte troisième Internationale, donc avant tout de la politique du front unique ouvrier -partir des préoccupations réelles et des revendications des masses pour les aider à se grouper dans la perspective d'une seule et même conclusion : la prise du pouvoir par le prolétariat, la formation de «gouvernements ouvriers et paysans», de soviets, conseils ouvriers et l'armement du prolétariat. Léon Trotsky lui-même, figure prestigieuse dans la classe ouvrière mondiale, haïe des bourgeois et des bureaucrates, représentait l'héritage : l'Internationale

d'avant 1914 dont il était le fruit, la révolution d'Octobre 1917 et la résistance au stalinisme. Il réussit au milieu des plus grandes défaites de l'histoire du mouvement ouvrier à transmettre un héritage, mais il ne réussit pas, suite à son assassinat par Staline en 1940, à ce que ses partisans soient capables de prendre la tête des processus révolutionnaires que la seconde guerre mondiale provoqua, ce qui était la raison d'être de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale juste avant que le carnage n'éclate.

En fait il n'y eut pas de reconstruction d'une Internationale continuant le combat des précédentes. L'histoire a connu une sorte d'interruption. La destruction de la civilisation européenne par le capitalisme sous la forme du nazisme a été suivie d'une sorte de renaissance, après 1945 «l'année zéro», où l'ordre mondial a tenu sur la base du partage du monde, conflictuel certes mais avant tout collaboratif, entre l'impérialisme nord-américain et la bureaucratie «soviétique» flanquée de la petite sœur chinoise. Cet ordre mondial a permis la pleine reconstitution du mode de production capitaliste reparti à accumuler, initiant la catastrophe environnementale et climatique qui commence de nos jours. La révolution pour percer à nouveau -et les besoins vitaux des ouvriers et des paysans comme les aspirations de la jeunesse n'ont jamais cessé de l'appeler de leurs vœux- devait briser la chape de plomb du partage du monde, bien des révolutions locales avortant ou retombant dans ce cadre établi -même la révolution cubaine fut intégrée et encadrée dans cet ordre, ce dont elle ne s'est pas remise malgré la persistance du sentiment national anti-impérialiste qui l'a jusqu'à présent protégée d'une débâcle entière à l'image des pays «de l'Est». 1968 fut l'année où les luttes conjointes, telle la grève générale de mai/juin en France et le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie, allèrent le plus loin. La crise du capitalisme revient au premier plan, sur une base supérieure, à partir des années 1970, mais l'absence d'Internationale groupant la classe ouvrière et ses alliés paysans et pauvres du monde entier sur la base de leurs intérêts et en vue de la conquête du pouvoir a permis au capital, à partir des gouvernements Reagan et Thatcher aux États-Unis et en Grande-Bretagne, de faire remonter partout le taux d'exploitation de la classe ouvrière tout en portant le parasitisme financier et rentier à un niveau jamais atteint dans l'histoire de l'humanité.

Les trotskystes, héritiers du combat de Léon Trotsky pour la IV<sup>e</sup> Internationale, ont formé durant toute cette période des courants divisés et faibles, la plupart ne comprenant pas le décalage entre les raisons de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 et leur réalité, admettant leur position de petites minorités et se satisfaisant du fait de «tenir» et de reproduire des courants politiques sans permettre à la classe ouvrière de se doter d'organisations et d'une Internationale qui la représentent réellement. Néanmoins, les trotskystes ont souvent joué un rôle irremplaçable dans la transmission des traditions théoriques de la révolution prolétarienne et dans la



fécondation de nombreux mouvements réels de la classe ouvrière, de la France à la Bolivie et du Vietnam à la Grande-Bretagne. Hommage leur est rendu dans la mémoire collective en ce que l'histoire a bien retenu qu'il y eut quatre Internationales formant une série, sans que l'on sache bien où est passée la dernière des quatre après la seconde guerre mondiale. Hugo Chavez, chef militaire bonapartiste d'un régime qui cherche, sur la base de la rente pétrolière, à participer à l'organisation d'un capitalisme latino-américain le plus autonome possible par rapport au Big Brother yankee, a une culture sincèrement faite de strates multiples, nationaliste, chrétienne, populaire et militaire, où des éléments de la tradition révolutionnaire réelle sont venus se greffer. Que pour lui aussi la Quatrième Internationale, que tant d'assassins ont voulu effacer de toute mémoire humaine, soit un moment incontournable de l'héritage représente un hommage authentique.

### **L'heure de la Cinquième Internationale.**

Mais cela fait déjà un certain temps que le monde est dans l'âge où se pose la question de la V<sup>e</sup> Internationale !

Nous l'avons dit, et c'est peu connu, surtout des trotskystes eux-mêmes, mais la quatrième avait été pensée par son fondateur comme devant remporter la victoire dans les dix années suivant sa fondation, pour transformer la seconde guerre mondiale en guerre civile révolutionnaire victorieuse. Pendant plus de quatre décennies, ses héritiers plus ou moins légitimes ont milité en ignorant ce hiatus originel de leur combat. La IV<sup>e</sup> Internationale n'avait pas «pris» mais on a pu espérer à différentes reprises que des forces nouvelles émergeraient et briseraient le carcan de l'ordre mondial des deux grands camps. La dernière grande vague de forces nouvelles de cette époque voyait émerger le Parti des Travailleurs au Brésil, le Front Sandiniste au Nicaragua, et le syndicat-parti-soviet Solidarnosc en Pologne. A des rythmes et selon des modalités diverses, toutes ces forces nouvelles ont connu en accéléré la dégénérescence des vieilles organisations, singeant social démocratie et stalinisme et finissant dans ce qu'il est convenu d'appeler «social libéralisme», tout en ayant elles aussi leurs milliers de militants dévoués et honnêtes. L'absence d'une Internationale jouant le rôle de pôle de regroupement de la classe ouvrière et de tous les opprimés était un facteur actif, favorisant la récupération, l'intégration ou la corruption de toute force nouvelle.

Finalement l'ensemble des pays staliniens burent jusqu'au bout le calice de la transformation des castes de bureaucrates et de policiers en capitalistes purs et simples, sous la forme d'une rupture brutale en URSS et en Europe centrale, dans la continuité du régime en Chine, formule beaucoup plus efficace d'ailleurs pour l'accumulation capitaliste, Cuba maintenant son indépendance tout en subissant une pression sociale interne et externe

effroyable. La fin du partage du monde en 1989-1991 fut vécue comme une grave défaite par la plupart des militants se voulant révolutionnaires dans le monde. Pourtant, en mettant au clair l'absence de modèle «socialiste» existant, elle ouvrait la voie à la reconquête des projets d'avenir indépendants pour la classe ouvrière. Reformuler un projet socialiste, un projet de société non capitaliste, n'est pas un besoin nouveau brusquement apparu à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, c'est une possibilité qui, après avoir été fermée au plus grand nombre, s'ouvre à nouveau.

Au-delà de la confusion initiale, cette nouvelle situation était grosse de très gros risques pour le capital. Pour les conjurer il se lança plus que jamais, à partir du 11 septembre 2001, dans la fuite en avant militaro-financière. Dans ce processus, la Chine capitaliste devenait une puissance industrielle, le plus grand producteur de plus-value additionnelle du monde. L'échec de la fuite en avant des États-Unis dans la «guerre sans fin contre le terrorisme» et l'économie du virtuel et de la dette s'est étalé au grand jour avec la crise économique majeure ouverte à l'automne 2008. Vingt ans après l'effondrement du soi-disant «camp socialiste» les nuages se dissipent : la crise de la dette publique, les émeutes de la faim, la catastrophe environnementale, sont autant de facteurs objectifs qui poussent des millions de femmes et d'hommes au combat. Plus que jamais la question de l'Internationale est posée.

Si elle n'a pas été jusque là posée suffisamment, et donc pas résolue, c'est que les décombres du passé sont innombrables. La majorité des partis issus du vieux mouvement ouvrier sont toujours là, avec de moins en moins de confiance de la part des masses mais, faute de mieux, celles-ci s'en servent encore. L'ensemble de ces partis a évolué vers la droite, en général ce que l'on appelle le «social-libéralisme». Le New Labour britannique, mais aussi l'ex PC italien (le plus grand PC du monde en dehors des régimes staliniens) ou le PT brésilien, sans oublier les PC indiens qui gouvernent des provinces de dizaines de millions d'habitants ... sont tous «socio-libéraux» et aptes à désespérer les mieux disposés.

De nombreux nouveaux mouvements de masse cependant n'ont pas cessé de faire irruption. Il est vrai que leur concentration en Amérique latine est particulièrement importante. En Équateur en 1999, en Argentine en 2001, en Bolivie en 2003-2005, des crises révolutionnaires ont vu les masses parvenir à chasser les gouvernements en place - un phénomène qui s'est produit aussi pour la première fois depuis l'avant-guerre dans un petit pays de l'Europe occidentale suite à la crise ouverte en 2008, en Islande. La double faillite du vieux mouvement ouvrier et des partis nationalistes devenus agents du Fonds Monétaire International a ouvert un vide partiellement occupé par les mouvements indianistes, notamment en Bolivie. Équateur et Bolivie ont connu les formes d'auto/organisation des masses les plus avancées, plus qu'au Venezuela cité en exemple.

Au Venezuela, en 1999, les masses ont porté au pouvoir, par les élections, un militaire nationaliste s'étant posé en défenseur des pauvres lors d'une précédente tentative de coup d'État, Hugo Chavez. Un putsch manipulé de Washington a échoué à le renverser, défait par la mobilisation populaire en 2002, ce qui a produit une grande embardée à gauche du régime. Celui-ci n'est cependant jamais sorti des limites du respect de la propriété privée des moyens de production, service de la dette publique compris. Il n'effraie pas le FMI. Dans ces conditions, le discours officiel sur le «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle» s'il suscite évidemment des espoirs, sert surtout à intégrer syndicalisme et mouvement ouvrier à l'État, selon un modèle qui est en fait celui de Peron en Argentine à la fin des années 1940. Les masses vénézuéliennes se sont jusque là toujours mobilisées contre la réaction et la droite pro-yankee, mais leur lassitude par rapport au régime de Chavez croît. Dans une certaine mesure, les discours de gauche hyperboliques du président correspondent à ce rétrécissement croissant de son soutien populaire.

Bref cela fait en vérité au moins 20 ans que la question d'une nouvelle Internationale, la cinquième par conséquent, doit être posée à grande échelle et ne l'est pas. Certes, des courants et des militants ont évoqué cette conclusion, de manière sérieuse ou non. Beaucoup de militants issus de l'histoire du trotskysme, des militants issus d'autres traditions, des ouvriers, des jeunes, des paysans, des migrants, sans de telles «traditions», ont en réalité une pratique qui correspond à la construction de groupes ouverts à tous les ouvriers au sens large, disposés à faire cohabiter plusieurs tendances (certaines expériences des mouvements dits «altermondialistes» sont aussi allées dans ce sens là).

Comme le dit le texte du réseau de correspondance Workers International Network, *Preparing for Revolution*, (<http://worldwidesocialist.net/blog/>) qui associe entre autres le groupe Militant de France et des responsables du Labour Party du Pakistan, des militants britanniques, irlandais, américains, sud-africains et allemands, il y a besoin d'une nouvelle internationale dont les contours et les méthodes ont plus de chance de ressembler, comptes tenus des bilans à tirer, de l'ampleur des masses et des expériences à regrouper, les plus grands bataillons de l'armée prolétarienne se situant en Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Mexique, Afrique du Sud, Nigeria ... compte tenu de tout cela la nouvelle Internationale ne pourra pas être une fraction comme l'avait été à son corps défendant la quatrième, ni d'emblée une sorte d'armée comme la troisième, mais plutôt une libre fédération, comme la première.

Mais ni les courants militants organisés qui pensent et écrivent, ni les mouvements plus ou moins spontanés, n'ont posé la question drapeau claquant au vent, comme une question acérée du XXI<sup>e</sup> siècle : alors, cette Cinquième Internationale ?

Pour ses propres raisons, à sa manière à lui, devant un public comportant

pas mal de patrons, de fusilleurs et d'exploiteurs d'ouvriers, dénommés «partis de gauche du monde», Chavez l'a fait. C'est ainsi. Cela aura été Chavez le premier à faire sonner le clairon, punition pour les héritiers impuissants ou inaudibles. Et pour nous il a bien fait, puisque du coup on en parle. Place au débat !

## Les leçons de l'histoire.

Ce qui ressort de l'histoire, ce sont avant tout deux choses.

Ce dont nous parlons, c'est de l'Internationale **ouvrière**. Comme il a été dit, il ne s'agit pas d'ouvriérisme étroit, mais du contenu social fondamental de ce dont nous parlons. L'histoire des quatre Internationales et du manque contemporain d'Internationale n'aurait aucun sens s'il ne s'agissait pas d'une classe sociale précise, la classe ouvrière (au sens large : avec les ménagères, avec l'armée de réserve des chômeurs et des pauvres, avec les jeunes en formation, avec les retraités, et aussi avec ses alliés les paysans et les opprimés en général), en tant qu'elle est le sujet de la révolution, c'est-à-dire la seule force susceptible, non automatiquement, mais de par sa conscience et son organisation -qui ne font qu'un- de supprimer le capital, tout simplement parce que c'est elle qui produit le capital. L'histoire des quatre Internationales et du manque contemporain d'Internationale a reçu son sens, si l'on veut, de la devise fondatrice de la première d'entre elles, sans laquelle cette histoire ne se serait pas déroulée : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* -et c'est pour cela que le chant qui s'appelle l'Internationale comporte ce verset clef : *Ni Dieu, ni César, ni tribun*.

Deuxième critère fondamental, l'Internationale en liant entre eux les mouvements ouvriers nationaux et en leur donnant par là même leur vrai contenu, leur permet de se hisser au delà des questions "strictement" ouvrières et de résoudre celles-ci en intervenant sur les problèmes de l'ensemble de la société, en défendant la liberté humaine sous toutes ses formes et l'émancipation en général, notamment les droits des femmes, ce critère absolu de l'état réel d'une société donnée ; bref, si la lutte pour le pouvoir politique de la classe ouvrière est nécessairement nationale dans sa forme, elle est internationale dans son contenu et ne peut aboutir que sur ce terrain international.

Ces deux points fondamentaux, indépendance de classe et lutte pour le pouvoir, organisation des travailleurs eux-mêmes par et pour les travailleurs et développement de cette organisation dans la lutte pour le pouvoir, sont naturellement liés. L'indépendance de classe du combat ouvrier est atteinte si on lui interdit d'aller vers la lutte pour le pouvoir, et la lutte pour le pouvoir se transforme en fourniture de chair à canon pour la lutte pour le pouvoir d'autres classes, celles des exploiters, si l'indépendance totale du mouvement prend

fin.

C'est justement ce qui s'est passé en 1914 quand les partis socialistes, social démocrate ou travailliste de l'ancienne Internationale, celle que l'on a désigné comme la "deuxième", se sont alignés sur leurs gouvernements respectifs. Parce que ces partis avaient perdu leur indépendance ils cessaient de combattre pour le pouvoir dans leurs pays respectifs et se mettaient à combattre au service de leurs gouvernements capitalistes. C'est aussi ce qui s'est passé après l'avortement de l'Octobre allemand quand l'Internationale communiste fut mise au service du soi-disant "socialisme" dans la seule URSS. Parce que les partis communistes ne combattaient plus pour la conquête du pouvoir dans tous les pays mais pour la préservation de l'ordre mondial ayant permis à la bureaucratie stalinienne de s'installer, ils perdaient aussi leur indépendance comme représentation politique des ouvriers. Dans tous les cas, ces trahisons se faisaient par les méthodes du commandement d'en haut : au lieu de bâtir eux-mêmes leur propre émancipation les travailleurs étaient pris en main par des tribuns de la plèbe, des chefs et des Césars, des Dieux, commandants d'ouvriers, prêchant un socialisme par en haut qui tournait le dos au socialisme et maintenait le capitalisme.

### Imaginons ...

Imaginons qu'une Cinquième Internationale prenne forme avec des forces ouvrières et paysannes indépendantes, pas forcément "au carré" idéologiquement et programmatiquement, mais avec des groupements de travailleurs, des courants socialistes, réformistes, révolutionnaires, trotskystes, communistes, marxistes-léninistes, libertaires, conseillistes, syndicalistes, féministes, écologistes, ... , des forces conséquentes dans différents pays de la planète.

Imaginons là dans le monde présent. Que ferait-elle ?

En premier lieu la Cinquième Internationale aura à donner confiance à la classe ouvrière, c'est-à-dire, en étant son œuvre, à lui faire prendre conscience de son existence et de sa force -c'est tout un. Fruit de la confiance elle sera facteur actif de confiance.

A titre d'exemple -de bel exemple- citons la conférence ouvrière et paysanne internationale tenue à Faisalabad, au Pakistan, organisée à l'issue du congrès du Labour Party du Pakistan, le LPP, premier parti ouvrier indépendant du Pakistan, d'un peu plus de 7000 membres, opposés aux deux grands partis bourgeois que sont la Ligue musulmane et le Parti du Peuple Pakistanais (PPP) de la famille Bhutto, avec les syndicats du Labour Qaumi Movement et l'association des locataires Anjuman Mozareen Pendjab, deux mouvements réunis pour la première fois par l'initiative politique du LPP. Des associations de

femmes réclamant l'égalité des droits avec les hommes et plusieurs organisations du monde entier avaient envoyé des délégués ou des observateurs à ce rassemblement, dont le NPA français. L'essentiel, comme le fait bien ressortir le récit du camarade Farook Tariq, est la confiance que ce rassemblement à la fois politique et festif a donné aux participants. Ils ont vu qu'on pouvait pavoiser une ville du Pakistan aux couleurs rouges, non des partis bourgeois ni de l'islam politique, mais des ouvriers et des paysans, malgré le manque d'argent et la menace double et complice des policiers et des terroristes. L'arrivée de 3000 paysans en cortège, en costume traditionnel, semble avoir été le moment fort de la conférence. La quintessence politique de cette action est donnée dans ces propos d'un travailleur d'une usine textile jusque là sans syndicat que cite Farook Tarik :

*"Je suis venu ici pour voir ce que c'est qu'une conférence des ouvriers et des paysans. Maintenant (...) je vais organiser les travailleurs de mon usine."*

C'est le mouvement propre de la classe ouvrière qui cherche de lui-même ces occasions. A l'heure où sont écrites ces lignes, à Bangkok, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans venus du Nord et de l'Est de la Thaïlande, faisant preuve du plus grand courage, de la plus ferme détermination, d'un sens aigu de l'organisation, sont montés à la capitale, vers le siège du pouvoir, pour en proclamer l'illégitimité, le contester et, au péril de leur vie, en amorcer le renversement. Ce mouvement de travailleurs thaïs ou d'autres groupes linguistiques du pays ne se déroule pas sous les bannières de la Cinquième Internationale qui n'existe pas, évidemment, mais il n'a pas non plus de petit parti ouvrier indépendant en train de s'affirmer à sa disposition, comme l'est le LPP pakistanais. Il se déroule sous les auspices de la plus totale des confusions politiques, au nom du parti d'un milliardaire populiste élu récemment en Thaïlande, un parti bourgeois, mais que les militaires et le roi ont renversé. Alors, ces travailleurs, animés par leur propre mouvement, exigent son rétablissement et, par conséquent, ils veulent chasser les militaires et abolir la monarchie ! Et d'ailleurs leur couleur est le rouge et ce n'est certainement pas un hasard ... Ce mouvement se déroule tout seul, sans soutien international d'autant plus que les média ont tout loisir de ne pas expliquer ce qui se passe réellement, et que les militants du monde entier ne voient pas, a priori, pourquoi il faudrait soutenir un premier ministre milliardaire destitué. La Cinquième Internationale ne le soutiendrait d'ailleurs pas. Elle donnerait à la marche héroïque des ouvriers et des paysans thaïlandais le vrai écho qu'elle mérite, elle produirait de la confiance et de la conscience pour les prolétaires de Thaïlande et du monde, elle permettrait à ce mouvement de s'émanciper lui-même en accédant à l'indépendance de classe, à l'indépendance politique, et donc d'engager la lutte pour le pouvoir !

En second lieu, mais peut-être en premier lieu -il est difficile de séparer

ces différents aspects- la Cinquième Internationale aura à organiser des campagnes d'action mondiale pour unir la classe ouvrière contre les mesures matérielles autant qu'idéologiques qui lui imposent l'éclatement.

Contre le système chinois du Hukou, permis de séjour nécessaire pour se déplacer, qui n'est pas le même pour les urbains et les ruraux et qui instaure une inégalité juridique à l'encontre des centaines de millions de migrants de l'intérieur qui suent le gros de la plus-value créée dans les villes de la côte et du Sud, un système que les "ONG para-syndicales" de Chine mettent en cause et qui pose des problèmes au capital lui-même, dont certains secteurs envisagent l'unification du marché du travail à l'échelle de la Chine (à laquelle ce système, qui a permis l'exploitation capitaliste jusque là, fait en même temps obstacle). Le combat pour que cette unification se fasse par le haut, avec une hausse massive des salaires, met en cause tout l'ordre social chinois et par là mondial.

Contre toutes les différenciations similaires dans le monde, entre migrants et locaux, de la Californie à l'Afrique noire : contre le traitement raciste des "étrangers" au Nigeria ou en Afrique du Sud, moyen infaillible de pression sur les salaires et de hausse du taux d'exploitation ; pour l'égalité des droits des "sans-papiers" partout ; pour un soutien effectif à des révoltes prolétariennes comme celle de Rosarno en Italie du Sud.

Bien entendu, ce combat très concret et très pratique a une portée idéologique immense : au racisme, aux divisions ethniques, nationales et religieuses, il oppose la construction de l'unité de tous les exploités et opprimés.

Un fait tel que le tremblement de terre en Haïti serait l'occasion d'une action de masse de la Cinquième Internationale. Alors que l'intervention militaire étasunienne, l'aide internationale des États et le gouvernement haïtien n'ont pas agi pour sauver un maximum de gens quand il était encore temps, mais pour prendre un maximum de positions dans leur intérêt propre et réprimer l'organisation indépendante du peuple pour sa survie, c'est cette dernière qui a sauvé le plus grand nombre de personnes et refait marcher le peu de services communs qui remarchent. Comme le dit le regroupement Bataye Ouvriye, le tremblement de terre a montré que l'État qui existe n'est pas celui du peuple et qu'il faut construire par en bas un autre État. L'aide massive des exploités et des opprimés du monde est seule à même de ne pas s'opposer à ce mouvement vers la vie, mais de l'aider et le renforcer.

Face à la crise économique et financière globale et majeure du capitalisme, la Cinquième Internationale aurait un mot-d'ordre central, déjà mis en pratique par le peuple islandais, qui est déjà une question de survie pour le peuple grec mais qui concerne massivement la population des plus grands et des plus riches pays impérialistes, à commencer par les États-Unis : à

bas la dette publique !

Dans le capitalisme, la seule chose qui est mise en commun, c'est la dette publique, parce qu'elle paye avec les intérêts perpétuels la pompe à rente à et à finance sans laquelle les profits ne seraient plus ce qu'ils sont ! Cela suffit : d'Athènes à Reykjavik, de Caracas à Washington, non au paiement de la dette, réaffectation immédiate des ressources ainsi détournées pour la santé, l'environnement et l'éducation !

De la même façon, la crise écologique globale demande la planification mondiale de la sortie rapide du régime énergétique capitaliste, fondé sur la combustion des hydrocarbures. Il ne s'agit pas là d'un vaste projet pour demain, mais d'une urgence vitale. La réponse des mouvements écologiques dominants combine hypocrisie capitaliste et malthusienne. Hypocrisie capitaliste : on fait croire que les énergies renouvelables et vertes pourraient sous la domination du capital assurer un "développement durable" alors que le seul but est la durée des profits, et que pour cela, le capitalisme va imposer *à la fois* des éoliennes partout et la poursuite du tout pétrole, tout cela pour diminuer ses coûts de production et externaliser ses pertes sur la collectivité ! Hypocrisie malthusienne qui accompagne toujours l'hypocrisie capitaliste, on accuse les prolétaires "consommateurs" et trop nombreux d'être les responsables, comme on accuse les vieux d'être responsables de la crise des systèmes de retraites qui ne sont victimes que du capitalisme qui les attaque. Une Cinquième Internationale proposerait l'action commune la plus énergique aux jeunes du monde entier qui sont décidés à l'action pour sauver les forêts, les glaciers et les mangroves et stopper le massacre. Elle en ferait les meilleurs alliés de la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir.

En dehors du dernier point, la crise écologique, dont il est question ça et là dans les documents de la conférence tenue à Caracas en novembre dernier -encore que les solutions dessinées soient souvent de type malthusien à usage des pauvres, éloges des "communautés" aidant ...-, les points qui précèdent ne sont pas abordés dans les tâches immédiates qui devraient être celles de la Cinquième Internationale dont on parle à Caracas. C'est qu'il s'agit des tâches de la classe ouvrière. Une Cinquième Internationale ouvrière commencerait en effet par là.

Elle interviendrait bien entendu sur toutes les questions de politique internationale sous l'angle de la solidarité internationale des travailleurs et du droit des peuples, de tous les peuples, à disposer démocratiquement d'eux-mêmes. Le combat pour le retrait des troupes occidentales d'Irak et d'Afghanistan, l'arrêt des interventions nord-américaines en Colombie comme en Somalie, le retrait des troupes françaises d'Afrique, l'établissement et le jugement des responsabilités dans le génocide commis en 1994 au Rwanda,



l'établissement et le jugement des responsabilités dans les attentats du 11 septembre 2001 et la genèse de l'organisation al Qaïda, la levée totale du blocus sur Cuba, l'arrêt des menaces US contre le Venezuela, le droit du peuple palestinien, du peuple tchéchène, du peuple kurde, du peuple tibétain, à l'auto-détermination, seraient parmi ses grands axes d'action. Une politique étrangère et internationale démocratique a été au fondement de la 1<sup>o</sup> Internationale. Cette politique aujourd'hui se heurterait aux gouvernements existants. Aux États-Unis évidemment, mais aussi à la Chine et à la France.

Dans ce combat contre les politiques impérialistes, colonialistes et bourgeoises, les premiers alliés sont les travailleurs des puissances dominantes concernées. Le peuple nord-américain a massivement voté contre Bush et les fauteurs de guerre fin 2008, mais, comme cela était connu et attendu, Obama poursuit en cahotant la même politique.

L'ensemble de ces éléments dessine -à très grands traits- une possible politique ouvrière et socialiste mondiale indépendante aujourd'hui. Mais leur mise en œuvre modifierait par elle-même toute la situation. Elle conduirait assez rapidement -ce ne serait certainement pas une question de décennies- à rendre possible la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans différents pays. Les formes que pourraient prendre cette prise du pouvoir ne seront pas pacifiques car l'adversaire ne le permettra pas, mais cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas chercher à limiter les dégâts et, surtout, qu'il soit possible de prendre le pouvoir sans être majoritaires. Mais justement : il y a une majorité potentielle dans le monde entier pour des mesures démocratiques rompant avec le capitalisme. La tâche historique de la Cinquième Internationale, en fin de compte, serait de faire passer ce potentiel en acte, en réalité effective.

Notons que ce combat stratégique final ne passera pas par des "épïcètres". Le seul épïcètre qui a existé, c'est l'Europe, elle ne l'est plus, elle est un terrain -important- comme un autre. Le mode de production capitaliste est partout. La route passe par Caracas comme elle passe par Faisalabad, Reykjavik, Athènes Téhéran ou Shanghai. L'existence de graves contradictions entre certains pays latino-américains et l'impérialisme étatsunien doit conduire à les soutenir et à y aider les ouvriers et les paysans à s'organiser de manière indépendante. Une Cinquième Internationale ne saurait tolérer que l'on emprisonne ou que l'on réduise au silence des syndicalistes ou que ce soit. Même quand c'est dans une province vénézuélienne sous les ordres de gouverneurs membres du PSUV !

**Le combat pour la V<sup>o</sup> Internationale, c'est le combat pour son contenu de classe.**

La Cinquième Internationale n'existant pas, ces éléments de programme

d'action doivent être soumis au débat, comme ceux de l' "Engagement de Caracas".

Ce qui s'annonce dans l'immédiat n'est pas la bataille coordonnée d'une Internationale existante, c'est le débat, le combat, pour son contenu.

Au delà du fait de mettre plus ou moins l'accent sur telle ou telle question et de la libre confrontation d'analyses ne pouvant toujours anticiper sur ce qui pourrait en résulter, il faut être bien conscients d'une chose.

Hugo Chavez a donné un coup de clairon, nous devons dire tant mieux, le clamer et le faire savoir.

Mais c'est le coup de clairon de la bataille pour la Cinquième Internationale, pour son *contenu de classe*. Un bout de chemin avec des chefs d'États capitalistes est possible dans certaines conditions, mais la bataille pour le contenu de la Cinquième Internationale, pour son contenu de classe, devra les affronter s'ils veulent imposer le leur, à savoir la défense d'États au lieu du combat international de classe, et le principe du chef au lieu de l'auto-émancipation.

Si la Cinquième Internationale regroupe les organisations présentes quand le clairon a été sonné, on va avoir carrément des patrons et des fusilleurs d'ouvriers dedans. Aucune Internationale ouvrière n'est née et ne peut naître d'une convocation par un État (rappelons que Lénine, qui était à la tête d'un État issu d'une vraie révolution, a fait très attention à ce que la conférence de janvier 1919 à Moscou ne soit pas convoquée par cet État soviétique lui-même, mais par un comité issu du mouvement zimmerwaldien, assurant ainsi une continuité avec l'ancienne Internationale et reposant sur des délégués de différents partis indépendants).

Le contenu de son action doit consister dans la défense et la représentation des intérêts prolétariens.

Ceci dans l'intérêt même des points de résistance à l'impérialisme nord-américain qui figurent dans l'engagement de Caracas. C'est la mobilisation indépendante des masses qui a, à ce jour, fait reculer les impérialistes, les phalangistes et les agents de la firme d'État brésilienne Petrobras, dans leur projet de provoquer une sécession de la demi-lune orientale de Bolivie. C'est la mobilisation spontanée du peuple vénézuélien qui a défait le coup d'État en 2002. Chavez a déclaré, à propos de la lutte contre le putsch au Honduras, en se référant à Trotsky, que la révolution se développait sous les coups de fouet de la contre-révolution. Sans doute, mais encore faut-il qu'elle se développe. La formation d'un front avec le président brésilien Lula, ayant des passerelles avec Barack Obama, avec pour seule perspective le rétablissement du président Zelaya -un libéral bourgeois au départ- n'a précisément pas permis de renverser la junte au Honduras, c'est une constatation. Qui n'avance pas recule. Et avancer, pour la classe ouvrière, cela veut dire sa propre organisation, sa

propre action, souveraine et indépendante ; la nationalisation partielle de secteurs de l'économie ne règle rien si cette condition n'est pas suffisamment réunie ou est combattue.

Au delà des enjeux du continent latino-américain, la Cinquième Internationale doit exister aux États-Unis, avec des travailleurs qui ont voté Obama pour se débarrasser de Bush. Elle ne saurait tomber dans la géostratégie anti-américaine, complémentaire au discours "anticapitaliste" de dénonciation des riches et des financiers, mais pas du rapport social salarial qui produit le capital.

Les États-Unis, impérialisme dominant depuis 1945, sont aujourd'hui confrontés à la plus grande crise que leur domination ait connue, de par les contradictions internes du capitalisme. Cela les rend dangereux, comme le monde entier l'a vu depuis le 11 septembre 2001 : ils ne sont plus les gendarmes du monde, mais les fauteurs de trouble n° 1, *du point de vue des autres pays capitalistes*. Les autres grandes puissances -impérialismes anciens d'Europe et du Japon et Chine, Russie, Inde, Brésil- souhaitent sans être certaines du tout d'y arriver parvenir à terme à un réaménagement de l'ordre militaire et monétaire mondial aboutissant à un monde "multipolaire". Mais chacune d'elle a les mêmes contradictions que les États-Unis. Le capitalisme chinois n'est pas un capitalisme "jeune", ou qu'une soi-disant politique économique comportant des doses de socialisme rendrait plus sain, il participe pleinement du capitalisme contemporain et ne peut faire autrement : son caractère financier et rentier est des plus prononcé. L'un des grands dangers du XXI<sup>e</sup> siècle serait la guerre entre ces puissances, par exemple entre les États-Unis et la Chine.

La plus grande tragédie qui pourrait advenir serait qu'une "Cinquième Internationale" soit en définitive la ligue de la guerre et de l'union sacrée de certains pays contre les États-Unis, des pays capitalistes dénonçant le capital "anglo-saxon" comme on dénonçait autrefois le capital "juif" (il y a d'ailleurs de profonds parallèles entre ces dénonciations).

Donc, pas de "camp de la paix", pas d' "épicentre", une seule classe ouvrière ! L'appel du Komintern disait : *A Londres, à Paris, Budapest et Berlin*. Maintenant c'est *A New York, Shanghai, Caracas, Calcutta, Lagos et Moscou* !

### **D'ores et déjà, ces questions se posent.**

Nous avons appris avec angoisse l'exclusion, assortie de calomnies contre son dirigeant le vieux combattant Maziar Razi, de la seule et notable organisation trotskyste iranienne, l'IRMT (Iranian Revolutionary Marxist Tendency), jusque là section iranienne de l'International Marxist Tendency (IMT) dont la direction l'a exclue.

Ce fait n'est pas anecdotique. C'est un signal d'alerte.

L'IMT est héritière du combat de l'un des courants trotskystes, représentés par Ted Grant, qui depuis les événements des années 1968 avait renoncé à à prétendre être, parmi d'autres fractions, une "Quatrième Internationale", mais avait poursuivi le combat pour une Internationale ouvrière, sans trancher par avance la question de sa numérotation. Longtemps auparavant, Ted Grant et ses camarades avaient d'ailleurs été parmi les très rares à avoir tout de suite compris les changements mondiaux de l'après 1945. Outre l'IMT, le CWI (Comittee for a Workers International) et les principaux initiateurs de WIN (Workers International Network) ont été formés par cette tradition. L'IMT, avec laquelle nous n'étions pas d'accord (surtout avec le fait qu'elle pratique systématiquement l'entrée dans des partis qu'elle considère comme "ouvriers" mais qui parfois ne le sont pas, comme le PPP pakistanais), nous apparaissait comme une organisation sérieuse, se construisant, comprenant ce qu'est un syndicat, prenant en considération la théorie, etc. (en France le regroupement interne au PCF, La Riposte, est lié à l'IMT), tout en sachant que la forme de fraction auto-délimitée contre le mouvement réel de la classe ouvrière pouvait s'avérer désastreuse à nouveau, ce qui a fini par se produire.

Le principal dirigeant de l'IMT, Alan Woods, passe pour l'un des amis et conseillers du président Chavez, et préconise une politique de soutien et d'approfondissement de la "révolution bolivarienne". La presse bourgeoise brésilienne l'a même désigné récemment comme le dernier mentor ou gourou en date de Chavez.

Dans l'IMT s'est développé un débat sur la nature de la Chine, capitaliste ou non, débat obscurci par l'idée qu'ont ces camarades que la nationalisation étatique est une chose de nature "ouvrière" pratiquement à tout les coups, alors que l'expérience d'un siècle devrait pour le moins incliner à un certain scepticisme en la matière. Voici quelques mois ce débat s'est accéléré et, mauvaise nouvelle, des exclusions se produisaient, la majorité des organisations vénézuélienne, justement, colombienne, mexicaine et espagnole de l'IMT formant leur propre regroupement, du même nom.

C'est un mauvais signe, un signe d'immatunité ou de sénescence, nous ne savons trop, qu'une discussion qui se tourne ainsi en exclusions. Cela affaiblit une organisation sérieuse et intéressante. Cela fait désordre, car c'est un vrai désordre : des débats sur la nature de ce qui se passe en Chine ou au Venezuela, contradictoires, confrontant des arguments, sont indispensables et inévitables.

L'organisation iranienne, l'IRMT (directement issue, les anciens feront le lien, du SWP ou PST iranien fondé en 1979, HKS en farsi, avec des militants exilés de retour en Iran venant de France et des Etats-Unis, et défendu contre la répression par une campagne internationale à l'époque) a déploré cette évolution et appelé au calme et à la poursuite du débat. La voila exclue à son tour, sous l'accusation ... d'avoir jouée les "indicateurs de police" en prônant la

publicité des débats !

Voilà un exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Tout au contraire, au temps du net et de Twitter, il faut utiliser à fond ces moyens et assurer la plus large publicité, la plus large extension, à tous les débats. Quelles que soient leurs positions sur la Chine, le type d'organisation à construire, etc., les camarades partisans de la transparence maxima des débats ont évidemment raison sur ce point.

Mais ce n'est pas tout. L'Iran n'est pas n'importe quel pays. C'est le pays d'une révolution prolétarienne, en 1979, contenue et réprimée au nom de la "révolution islamique". C'est le moteur de l'islam politique réactionnaire dans le monde (cela, malgré les contradictions entre chiïtes et sunnites : l'islam politique sunnite a été stimulé par la "concurrence" iranienne). C'est une dictature sanglante et anti-ouvrière dont la bourgeoisie nationale est en conflit avec l'impérialisme nord-américain. Et c'est un régime, un gouvernement, un chef d'État ... soutenu notoirement par Hugo Chavez. Avec un intérêt commun : le prix du pétrole.

En Iran un soulèvement de la jeunesse s'est développé depuis juin 2009. Des discussions sont nécessaires pour en mesurer la portée révolutionnaire exacte (selon Maziar Razi le fait que le gros de la classe ouvrière n'est pas encore entré dans l'arène interdit de croire qu'une révolution aurait commencé, ce qui n'empêche nullement un soutien total et sans condition aux jeunes manifestants, et le combat pour leur jonction avec les ouvriers). Une Cinquième Internationale digne de ce nom aurait évidemment, obligatoirement, des militants en Iran engagés dans la bataille mortelle pour renverser ce régime, la "République islamique".

Selon les camarades iraniens de l'IRMT, "les amis de nos ennemis" étant des ennemis, leur exclusion et les méthodes bureaucratiques employées contre eux s'expliquent entièrement par la décision d'Alan Woods de soutenir Chavez et une "Cinquième Internationale" anticipant sur ses desiderata, et donc ne cherchant pas à se construire en Iran pour ne pas gêner son ami Ahmadinejad. Sur la brochure des camarades deux photos : une accolade entre Chavez et Woods et une accolade entre Chavez et Ahmadinejad.

Ces faits importants et graves montrent deux choses.

1°) Les méthodes de la fraction-parti, en fait fraction-secte, sont définitivement contre-productives quels que soient les mérites historiques et le savoir théoriques réels ou supposés de leurs auteurs. Oui il faut une boussole, oui il faut un programme, non jamais aucune boussole, aucun programme, n'ont et ne seront un trésor privé qu'on conserve dans un congélateur !

2°) L'Iran, à cause de la nature violemment anti-ouvrière de son régime et de la contestation révolutionnaire qui s'oppose à lui, est une pierre de touche du problème plus général abordé ci-dessus : ou l'intérêt de la classe ouvrière,

ou celui des États.

### Ni "pouah !" ni "présente !", mais "chiche" !

Parce que nous devons dire : Oui à la Cinquième Internationale de la classe ouvrière, nous n'avons rien à craindre du débat libre et ouvert sur tous les sujets, nous devons le rechercher.

L'heure est au débat, à la formation de cercles de discussions sur la Cinquième Internationale, avec tous les militants de toutes provenances. Pas aux exclusions et aux interdits. Toute exclusion, tout interdit, est au moment présent sur ce sujet le signe infaillible que des intérêts de classe ennemis agissent directement -ou par l'entremise de chefs sectaires se croyant infaillibles.

Nous réagissons positivement au fait que Chavez ait mis les pieds dans le plat. Nous ne disons ni "Pouah, tout cela n'est que manipulation", parce que ce n'est pas vrai, si ce n'était que manipulation il n'avait aucune raison de parler de Cinquième Internationale, faisant suite aux précédentes. Nous ne disons pas non plus dans un réflexe du type doigt-sur-la-couture-du-pantalon : "Commandante ! Présente !". La classe ouvrière ne marche pas au coup de sifflet, c'est elle qui fait l'histoire. La Cinquième Internationale est son affaire, elle doit s'en emparer totalement !

L'intérêt de la classe ouvrière est que tous les termes du débat soient abordés le plus souvent et le plus largement possible. Soyons confiants : lui interdire d'exister par exemple en Iran pour des raisons "géopolitiques", c'est tuer la Cinquième Internationale dans l'œuf, mais si les travailleurs s'emparent du débat, elle vivra.

Vincent Prémey, membre du comité de rédaction de **Militant**,  
mi-avril 2010.